

Gaz russe : l'inquiétant bras de fer



Publié par **Henry Lauret** le 29 mars 2022 à 20h23



Les 27 estiment qu'un blocage des livraisons de gaz constituerait une rupture unilatérale de contrats.
(Photo AFP)

Une partie de bras de fer est engagée entre l'Europe et le maître du Kremlin sur le gaz russe. Comment s'affranchir de la dépendance envers Moscou alors que certains pays, comme l'Allemagne, ont particulièrement besoin de cette ressource pour leur économie ? La bataille du gaz ne fait que débiter.

1 Les prix vont continuer de s'envoler

Les marchés financiers ont fortement rebondi, mardi, en apprenant que les assauts de l'armée russe ne ciblaient plus la capitale Kiev. Repli tactique ? Manœuvre diplomatique à l'heure où il semblerait que les discussions entre émissaires russes et ukrainiens font quelques avancées ? Bien malin qui peut le dire. L'autre bataille, celle du gaz, ne fait que débiter. Quoi qu'il advienne sur le théâtre de guerre, les Européens savent qu'ils n'ont d'autre issue que de faire au mieux pour s'affranchir de la dépendance envers Moscou. Le G7 l'a explicitement confirmé, l'objectif est de se passer totalement du gaz russe. À quel horizon ? C'est toute la question, tant l'inconséquence stratégique de l'Allemagne, qui dépend à 50 % des Russes, réduit fortement les marges des Occidentaux. En saura-t-on plus dès demain, échéance fixée par Vladimir Poutine pour se faire payer ses précieux mètres cubes en roubles et non plus en dollars ou en euros ?

Dans la partie de bras de fer engagée avec le Vieux Continent, le maître du Kremlin a visiblement cherché à diviser les Européens, convaincu que certaines capitales à l'Est finiraient par craquer et acheter en masse du rouble pour continuer de satisfaire leurs besoins immédiats. En riposte aux sanctions financières, il espère renforcer sa propre devise et n'hésite pas à jouer sur d'autres registres en bloquant 500 (!) Boeing et Airbus loués par des compagnies russes. Inédite dans le monde contemporain, cette action pourrait coûter une dizaine de milliards aux assureurs occidentaux.

2 Du chantage au passage à l'acte

Qui cédera en premier ? Le chantage sur le gaz est, en tout état de cause, le cœur du sujet. Les 27 estiment qu'un blocage des livraisons constituerait une rupture unilatérale de contrats. Juridiquement, peut-être. Mais c'est le genre d'argument qui, ici, n'a plus guère de sens. S'il fermait le robinet du gaz et du pétrole, menace plus ou moins diffuse agitée par Moscou, Poutine se priverait de plus de 300 milliards d'euros (aux prix actuels) de revenus par an. Est-ce financièrement et politiquement imaginable ? À ce stade, les enjeux étant ce qu'ils sont, les diplomates occidentaux ne croient pas à un passage à l'acte. Quoique, s'agissant de Poutine, il soit difficile de miser sur un scénario quelconque. Détente ou pas, GRDF se prépare à parer à toute éventualité. Dans Les Échos, sa directrice générale explique à la fois qu'il n'y a pas, en ce moment, à craindre de coupure. Mais qu'elle se prépare à un « scénario sans précédent » pour l'hiver prochain. Le gouvernement s'apprête ainsi à organiser, par décret, les conditions de possibles délestages en période de grand froid. Les 11 millions de ménages ne seraient, a priori, pas concernés. Les entreprises, si. Des plans de réduction de la demande seraient, par exemple, négociés au cas par cas avec les industriels.

3 Hors de prix...

Nous devrions attaquer l'hiver prochain avec des stockages souterrains remplis à 85 % de leur capacité. Les opérateurs de gaz sont, d'ores et déjà, pied au plancher pour débusquer des quantités afin de remplacer le gaz russe. Au cours actuel de marché, il nous en coûterait cinq fois plus qu'il y a six mois. Les prix à la consommation ne peuvent donc que fortement augmenter et les États devront intervenir pour limiter la folle dérive. Les 27 s'apprêtent d'ailleurs à autoriser l'extension des aides gouvernementales. Pour les brokers, trouver l'équivalent de 115 millions de tonnes par an de GNL (gaz naturel liquéfié) pour remplacer le gaz russe, « ce sera hors de prix ». Ce marché du GNL avait quintuplé car il était déjà tendu avant la guerre d'Ukraine. Les prix pourraient, cette fois, être multipliés par dix... et profiter aux Russes qui, avec environ 30 millions de tonnes par an d'exportations de GNL sur le marché international, trouveraient là de quoi compenser les quantités livrées par gazoduc à l'Europe...

Soutenez une rédaction professionnelle au service de la Bretagne et des Bretons : abonnez-vous à partir de 1 € par mois.

Je m'abonne